



## Supprimons les chèques-repas

2011/59  
12 | 08 | 2011



Marc De Vos  
Directeur Itinera Institute

**A** lerte générale! Les chèques-repas se perdent en masse lors du transport quand les commerçants les renvoient aux distributeurs. En quelques mois cela représente déjà un montant total de 80.000 euros. L'organisation flamande des indépendants, Unizo, demande des dédommagements. Bpost cherche la cause du problème mais ne s'estime pas responsable. Selon les éditeurs des chèques – Sodexo et Co – les commerçants sont responsables de la situation. Ils souhaitent une intervention des autorités. Entre-temps, on travaille à l'élaboration des chèques électroniques qui devraient être à l'épreuve des fraudes.

Quel bazar! Pourquoi aurait-on besoin de ces satanés chèques? Ce n'est qu'un moyen de paiement. On n'a qu'à augmenter légèrement les salaires et on sera débarrassé de tout ce manège. Mais c'est là justement où le bât blesse. Le salaire est lourdement taxé, il y a les cotisations sociales d'une part et les taxes normales d'autre part. Ce n'est pas le cas pour les chèques-repas, ils sont une exception à la règle. Et donc chaque employeur un tant soit

peu malin et les services publics utilisent cette règle pour diminuer leurs charges salariales. Les salariés et les fonctionnaires sont eux aussi contents parce qu'ils gagnent plus en net.

Voilà la base de l'industrie des chèques qui ne vit que par la grâce de l'avantage fiscal. S'ajoute maintenant à cela la criminalité. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Il y a des dizaines d'avantages avec un statut par-

“

*Le scénario est immuable. Ceux qui peuvent se le permettre le font pour réduire les frais. On ajoute à cela toute la clique des conseillers, secrétariats sociaux, fournisseurs et contrôleurs qui vivent aux crochets de ce système.*

”

ticulier. Il y a les chèques culture et sport, la voiture de société, l'ordinateur à domicile, les notes de frais, l'indemnité vélo, le repas dans un restaurant d'entreprise, les dons en nature, les primes syndicales, les options d'achat d'actions, les réductions pour le

personnel, la participation aux bénéfices, etc.

Le scénario est immuable. Ceux qui peuvent se le

permettre le font pour réduire les frais. On ajoute à cela toute la clique des conseillers, secrétariats sociaux, fournisseurs et contrôleurs qui vivent aux crochets de ce système. La politique salariale devient un cauchemar administratif qui s'éloigne du principe « être payé en fonction du travail fourni ». Ceux qui n'ont pas le temps ou l'argent pour le faire - à savoir les plus petites entreprises - ne le font pas et doivent payer leurs salariés plus chers ou recourir à la fraude et l'argent noir.

J'ai une proposition. Supprimez tout ce bazar. La seule raison pour laquelle cela a été instauré, c'est pour comprimer les charges sur les salaires de manière sélective. Faisons cela pour tout le monde de façon linéaire. Vérifions ce que coûtent toutes ces exceptions et introduisons une seule règle générale pour la diminution des charges. Au revoir la complexité, au revoir l'administratif, au revoir les abus, au revoir la criminalité. Une bonne chose de faite. Bye-bye chequeland.

Qu'est-ce qui nous empêche de le faire? Ces mesdames et messieurs les politiciens qui pour une raison ou pour une autre veulent offrir des cadeaux à leur public cible. Les nombreuses petites entreprises et les intérêts - qu'ils soient grands ou petits - qui vivent grâce à je ne sais quelle exception, se battront pour les préserver. C'est le système de dépendance de ceux qui sont habitués à tout et ne mettent plus rien en doute. Nous devons donc faire un choix. Est-ce que

“

*Voulons-nous investir notre talent et notre énergie là où c'est rentable ? Où voulons-nous les gaspiller en pratiquant des activités artificielles ?*

”

nous voulons une économie transparente qui promeut la dynamique et l'activité avec une valeur ajoutée ? Ou voulons-nous un morcellement rigide avec toute une série d'îlots avec des intérêts bien établis ? Voulons-nous investir notre

talent et notre énergie là où c'est rentable ? Ou voulons-nous les gaspiller en pratiquant des activités artificielles ?

Je suis adepte de la devise de Henry David Thoreau: *simplifiez, simplifiez!* La suppression de tous ces statuts bidons mettra également fin au microcosme qui se nourrit de ceux-ci. Mais cette perte n'est que temporaire. Le temps, les moyens et l'énergie libérés pourront au final être mieux investis ailleurs. On appelle cela le progrès économique.

**Marc De Vos** enseigne à l'Université de Gand et est directeur de la cellule de réflexion Itinera ([www.itinerainstitute.org](http://www.itinerainstitute.org)). Il écrit ce billet d'humeur hebdomadaire en son nom propre.

Twitter @devosmarc

Pour une croissance économique  
et une protection sociale durables